

La Bolivie dénonce la propagande politique liée aux États-Unis

Image not found or type unknown



La Paz, 2 oct (RHC) Le ministre bolivien des Affaires étrangères, Rogelio Mayta, a déclaré aujourd'hui que la fuite d'un document du Département d'État qui remet en cause la légitimité des élections de 2019

fait partie d'une opération de propagande politique.

"Il n'a pas de signification majeure ici en Bolivie, ni dans la communauté internationale", a déclaré le ministre lors d'une interview télévisée à propos du texte remis secrètement aux médias de La Paz et de Santa Cruz habituellement alignés sur les secteurs radicaux de l'opposition.

Mayta a toutefois ajouté, en référence au document dans lequel la Maison Blanche approuve le rapport de l'Organisation des États américains (OEA) et qui a contribué au coup d'État de novembre 2019, que "la manière dont il a été rendu public est frappante".

Il a souligné qu'il s'agit d'un document à caractère officiel américain et en langue anglaise.

" Qui a divulgué ce rapport, car c'est un document des institutions américaines, comment a-t-il été divulgué (...), qui a fait la traduction, la traduction est-elle conforme à l'original, car elle fait partie des procédures internes des États-Unis ? ", s'est-il demandé devant les caméras de la chaîne Bolivia TV.

Pour leur part, les animateurs du programme Primer Plano sur la plus importante chaîne bolivienne ont souligné que ce rapport avait été publié 24 heures avant la réunion municipale de Santa Cruz, et qu'il coïncidait avec la publication d'un autre rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) sur l'affaire du terrorisme séparatiste de 2009.

Ces coïncidences ont attiré l'attention des commentateurs de la télévision bolivienne, qui ont mis en garde contre les similitudes avec les actions de coup d'État initiées à Santa Cruz en 2019.

Le président du Comité civique de Santa Cruz, Rómulo Calvo, en lançant le 30 septembre un ultimatum au gouvernement pour qu'il fixe à 2023 la date du recensement de la population et du logement, a eu recours à deux symbolismes.

La première était la grève illimitée de 21 jours qui a conduit à la démission du président de l'époque, Evo Morales, et la seconde était le début de la mesure de pression le 22 octobre, à la même date que le début des manifestations anti-gouvernementales.

Calvo a clôturé la liste des orateurs par une liste de revendications sans rapport avec le recensement, raison de la réunion.

Il s'agit notamment de l'affaire du terrorisme séparatiste et de la demande d'un procès contre l'ex-président Morales, de la sécurité juridique, des saisies de terres, de la culture de la coca, de la qualification de "traîtres" en référence au maire de Santa Cruz, Jhonny Fernández, et de l'autorisation de l'incorporation d'organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/300736-la-bolivie-denonce-la-propagande-politique-liee-aux-etats-unis>



Radio Habana Cuba